

**Tribune unitaire :**  
**CONTRE LE RACISME,**  
**LA PAROLE DÉCOMPLEXÉE**  
**ET LA SUSPICION**  
**PERMANENTE**

# CONTRE LE RACISME, LA PAROLE DÉCOMPLEXÉE ET LA SUSPICION PERMANENTE

**« En France, en 2026, nous vivons encore sous le poids d'un soupçon permanent ». Un ensemble de syndicalistes, élu·es politiques, acteurs et actrices associatifs, artistes, sportifs, journalistes, chercheur·euses, écrivain·es, intellectuel·les, citoyen·nes engagé·es, concerné·es par les discriminations liées à nos origines réelles ou supposées, appellent à une prise de responsabilité collective. « Nous refusons que la banalisation de la parole raciste devienne la norme. »**

Nous, syndicalistes, élu·es politiques, acteurs et actrices associatifs, artistes, sportifs, journalistes, chercheur·euses, écrivain·es, intellectuel·les et citoyen·nes engagé·es, directement concerné·es par les discriminations liées à nos origines réelles ou supposées,

En France, en 2026, trop nombreuses sont celles et ceux d'entre nous qui vivent encore sous le poids d'un soupçon permanent. Un soupçon diffus, persistant, qui ne repose ni sur des actes ni sur des faits, mais sur un nom, une apparence, une histoire familiale. Trop souvent, nous sommes renvoyé·es à une altérité, maintenu·es à distance, placé·es sous une forme de mise en doute permanente. Ce soupçon n'est pas seulement individuel : il est devenu un fait politique. Il structure une partie du débat public, alimente des stratégies de division et fragilise le pacte démocratique lui-même.

Depuis quelques années, un seuil a été franchi. Une parole raciste s'est installée, plus libre, plus assumée. Dans l'espace public comme dans le débat médiatique, des propos qui auraient autrefois suscité une condamnation claire sont désormais banalisés, relativisés, parfois même revendiqués. Cette évolution n'est pas anodine : elle légitime des comportements, elle autorise des discriminations, elle installe un climat qui pèse concrètement sur nos vies.

Elle s'inscrit dans un contexte plus large de radicalisation du débat public, où l'obsession identitaire remplace les enjeux sociaux, écologiques et démocratiques, et où certain·es cherchent à diviser la population plutôt qu'à construire un avenir commun.

Il est essentiel de rappeler que ces situations ne relèvent ni du hasard ni de cas isolés, mais sont le produit de constructions sociales et de stéréotypes profondément ancrés. À ce titre, il relève également de la responsabilité de nos organisations d'en assurer la déconstruction, au même titre que pour les autres formes de discriminations. Cela suppose de regarder en face les logiques systémiques à l'œuvre, y compris lorsqu'elles traversent nos propres institutions, et de refuser les dénis qui empêchent d'agir.

Ces mécanismes se traduisent de manière très concrète dans le monde du travail. À chaque étape des parcours professionnels, des inégalités persistent : difficultés d'accès à l'emploi, tri des candidatures sur des critères implicites, inégalités de traitement à compétences égales, freins dans les évolutions de carrière, plafonds invisibles, formes de mise à l'écart ou de disqualification plus ou moins explicites. Ces expériences, largement partagées, sont encore trop souvent minimisées ou invisibilisées, alors même qu'elles participent à la reproduction d'inégalités structurelles.

Nous le constatons également dans l'accès au logement, dans les interactions avec les institutions, dans les parcours professionnels ou politiques : le doute précède trop souvent la reconnaissance. À compétences égales, l'égalité ne va pas de soi. À engagement égal, la légitimité est questionnée.

Et lorsque nous accédons à des responsabilités — qu'elles soient syndicales, politiques, associatives, culturelles, sportives, médiatiques ou universitaires — l'exposition est plus forte encore.

Il est trop fréquent que les attaques ne portent pas seulement sur nos idées ou nos actions, mais sur ce que nous sommes. Notre place est interrogée, notre loyauté suspectée, notre présence contestée. Cette mise en cause permanente n'est pas seulement injuste : elle vise à décourager, à invisibiliser, à exclure des voix qui dérangent parce qu'elles portent une exigence d'égalité réelle.

Nous ne l'acceptons pas.

Nous refusons que cette banalisation de la parole raciste devienne la norme. Nous refusons de devoir en permanence justifier notre place. Nous refusons que l'égalité reste un principe abstrait quand elle devrait être une réalité concrète.

Le racisme n'est pas une opinion. C'est une atteinte directe à la dignité et aux droits. Ce que nous vivons n'est pas marginal : c'est le reflet de mécanismes profonds qui traversent encore notre société.

Nous affirmons simplement que nulle personne ne doit, du fait de son origine, de sa religion, de sa couleur de peau, prouver sa légitimité ; s'excuser d'être là ; accepter d'être traitée différemment.

Nous appelons à une prise de responsabilité collective.

Dans les institutions qui ont l'obligation de garantir une égalité réelle.

Dans les organisations syndicales, politiques et associatives qui doivent faire vivre des pratiques cohérentes avec les valeurs affichées.

Dans les médias que nous appelons à rompre avec les représentations biaisées, à refuser toute complaisance envers les discours racistes et à faire à nouveau une place substantielle à la parole antiraciste aujourd'hui largement marginalisée.

Dans l'ensemble de la société où chacun.e porte la responsabilité d'agir individuellement ou collectivement pour ne plus laisser passer ce qui ne devrait jamais l'être. Nous appelons aussi à reconstruire un récit commun fondé sur l'égalité, la justice et la dignité, face aux logiques de peur, de rejet et de hiérarchisation des vies.

Nous appelons aussi à reconnaître pleinement ce que nous apportons — dans tous les domaines — à la vie sociale, culturelle, économique et démocratique du pays.

Notre parole est une parole d'expérience. Elle ne

cherche ni à opposer ni à diviser, mais à nommer une réalité pour mieux la dépasser. Elle est aussi une parole d'espoir : celle d'une société capable de se regarder lucidement pour devenir plus juste.

Parce qu'aucune société ne tient durablement sur l'injustice,

Parce que l'égalité ne peut rester une promesse,

Parce que la dignité ne se négocie pas,

Parce que la démocratie ne peut survivre à la banalisation du racisme,

Nous prenons la parole, ensemble. Pour l'égalité et pour la dignité.

### **Premier-es signataires :**

Tayeb Khouira : secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires

Véronique Poulain : trésorière nationale de l'Union syndicale Solidaires

Sophie Vénéritay : secrétaire générale du SNES-FSU

Myriam Lebkiri : secrétaire confédérale CGT

Kevin Razy : artiste

Nathalie Tehio : présidente de la LDH (Ligue des droits de l'Homme)

Neyla LAKHDAR : Secrétaire SUD SOLIDAIRES BHV MARAIS

Sabina Issehnane : économiste

Mourad Guichard : journaliste indépendant

Mounir Satouri : député européen

Sandra Nkaké : activiste, auteure-compositrice, chanteuse et productrice

Mélissa Laveaux : autrice-compositrice-interprète

Youlie Yamamoto : porte-parole d'Attac France

Jean-Benoit Diallo : humoriste

Nawel Ben Kraïem : artiste chanteuse

Dominique Sopo : président de SOS Racisme

Bally Bagayoko : maire de Saint-Denis / Pierrefitte-sur-Seine

Allan Barte : auteur de BD

Solène Brun : sociologue, chargée de recherche au CNRS

Lionel Crusoé : avocat au barreau de Paris

Haidari Nassurdine : président du CRAN

Aminata Niakaté : maire adjointe de Paris

Cécile Chathuant : porte-parole de Solidaires  
Jeunesse et Sports

Abdelkrim Bichkou : humoriste

Fatoumata Koné : maire adjointe de Paris

Nicolas Macumi : artiste-auteur, documentariste

Kader Chibane : président du Pôle écologiste d'Île-  
de-France

Nadège Meden : artiste lyrique

Carlos Martens Bilongo : député du Val-d'Oise

Lucie Chhieng : artiste (Planète Boum Boum)

Nacer El Idrissi : président de l'Association des  
travailleurs maghrébins de France (ATMF)

Mélissa Camara : députée européenne

Ali Mouni (Alee) : musicien

Seinde Doucouré : adjointe au maire du 13e  
arrondissement de Paris

Hakim Pas Possible : vidéaste

Annie Lahmer : conseillère régionale

Mourad Musset : artiste musicien

Béchir Saket : conseiller de Paris

Myssa : artiste

Ibrahim Chenouf : conseiller municipal délégué

Nawel Ben Kraïem : artiste chanteuse

Samir Allel : sociologue

Danièle Obono : députée

HK : artiste chanteur

Nadia Azoug : première maire adjointe de Pantin,  
vice-présidente du conseil départemental 93

Mustapha Amokrane : artiste (membre du groupe  
Zebda)

Mehdy Belabbas : président de l'association Pour  
la mémoire, contre l'oubli

Aziz Oguz : journaliste

Michaël Nguyen : conseiller municipal de  
Schiltigheim et conseiller de l'Eurométropole de  
Strasbourg

Aurore KESSAÏ membre du Conseil Syndical Asso  
Solidaires

Irène Ansari : coordinatrice de l'association Ligue  
des femmes iraniennes pour la démocratie (LFID)

Remy El Sibaïe : photographe

Hanan El Adraoui : conseillère départementale  
Blois 1 (Loir-et-Cher)

Hocine Rouagdia : journaliste

Rachel Keke : ancienne députée du Val-de-Marne

Goundo Diawara : adjointe au maire de Saint-  
Denis

Akli Mellouli : sénateur

Vincent Nativel : secrétaire adjoint SUD Logement  
Social

Nellie Rebib : secrétaire adjointe SUD Protection  
sociale

Mohamed Diaby : trésorier fédéral de SUD  
Solidaires des transports urbains et interurbains

Rémy Chabbouh : porte-parole du syndicat SUD  
SDIS

Camille Cordeau : co-porte-parole du syndicat  
Solidaires-Météo

Dalila Arab : première adjointe à la mairie de  
Sevran

Pouria Amirshahi : député

Elisabeth Abanda Ayissi : responsable de la  
commission antiracisme des Écologistes

Iman El Feki : doctorante, Université de Strasbourg

Imane El Hamzaoui : coordination nationale LFI  
(antiracisme)

Mohamed Gnabaly : maire de L'Île-Saint-Denis

Samia Lakehal : trésorière nationale des  
Écologistes

Slimane Tirera : président du GIST

Modibo Tounkara : président de l'association  
PEREFORMANT

Salima Zerroun : maire adjointe de Rosny-sous-  
Bois

AJAR (Association des journalistes antiracistes et  
racisé.e.s)